ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

FEUILLETON ET AVIS

Jour de séance 44

Troisième session, 55e législature

le mardi 6 juin 2006

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie *(préavis au président)*
Présentation d'invités
Messages de félicitations
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés
Questions orales
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

FEUILLETON ET AVIS

ORDRE DU JOUR

MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS **[*Selon l'alternance prévue aux paragraphes 44(2.4), (2.5) et (2.6) du Règlement*]**

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 82 — M. Stiles, appuyé par M. C. LeBlanc, proposera, le mardi 6 juin 2006, la résolution suivante :

attendu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick appuie l'objet de la *Loi sur les armes à feu du Canada,* qui est de protéger les gens du Canada contre les homicides et les blessures attribuables aux armes à feu ;

attendu que la nature rurale du Nouveau-Brunswick fait en sorte qu'une proportion importante de la population respectueuse des lois possède et utilise des fusils à canon lisse ou des carabines à des fins de chasse, de loisirs, de compétition ou de patrimoine ;

attendu que le fardeau onéreux de l'obtention de permis individuels et de l'enregistrement des fusils à canon lisse et des carabines de possession légale ne favorise pas nécessairement une bonne utilisation des armes à feu ni ne tient compte du fait que la vaste majorité des crimes liés aux armes à feu sont commis avec des armes à feu obtenues illégalement ou non enregistrées ;

attendu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick appuie la décision du gouvernement fédéral d'investir des ressources afin de mieux protéger les familles canadiennes et leurs collectivités en accroissant les effectifs policiers dans nos rues, en finançant des initiatives de prévention d'actes criminels et en apportant un soutien aux victimes de ces actes ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick appuie la décision de principe du nouveau gouvernement du Canada d'abolir le registre des armes d'épaule et de protéger les droits et les biens des propriétaires d'armes à feu respectueux des lois

et que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick demande au gouvernement du Canada de continuer à respecter les engagements qu'il a pris au moment de la fermeture de la BFC Chatham en remplaçant les 200 emplois liés au registre des armes d'épaule dans la région de Miramichi par un nombre semblable d'emplois d'une qualité similaire.

Motion 78 — M. S. Graham, appuyé par M. Murphy, proposera, le mardi 6 juin 2006, la résolution suivante :

attendu que le Canada est une fédération dans laquelle les provinces ont la responsabilité constitutionnelle d'assurer un certain nombre de services publics essentiels à la population, y compris la santé, les services sociaux et l'éducation ;

attendu que le paragraphe 36(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982* reconnaît l'engagement de principe qu'ont le Parlement et le gouvernement du Canada de faire des paiements de péréquation propres à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables ;

attendu que tous les premiers ministres provinciaux du Canada ont en outre convenu que le gouvernement fédéral devrait renforcer son engagement en faveur du programme de péréquation pour que ce programme remplisse sa fonction constitutionnelle de corriger le déséquilibre fiscal au Canada ;

attendu qu'un programme de péréquation qui fonctionne bien est nécessaire pour que les disparités financières dans l'ensemble du pays ne s'aggravent pas, ce qui donnerait lieu à des taux d'imposition non comparables ;

attendu que la province du Nouveau-Brunswick reçoit actuellement des paiements de péréquation et compte sur un programme qui fonctionne bien pour assurer à sa population des services de qualité et maintenir sa position concurrentielle par rapport au reste du Canada ;

attendu que la population du Nouveau-Brunswick croit que le meilleur moyen de réaliser une fédération solide et efficace est la coopération de tous les paliers de gouvernement afin de répondre aux besoins des gens du Canada ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick réaffirme son engagement à l'égard du paragraphe 36(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982* et du principe visant à faire des paiements de péréquation propres à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables,

que l'Assemblée législative reconnaisse l'importance fondamentale du versement de paiements de péréquation en tant que caractéristique essentielle de la fédération canadienne

et que l'Assemblée législative demande au gouvernement du Canada d'améliorer l'actuel programme de péréquation en appliquant une formule de 10 provinces et en incluant toutes les recettes tirées des ressources non renouvelables, pour que le programme remplisse sa fonction constitutionnelle.

Motions portant dépôt de documents **[*Dans l'ordre de leur présentation à la Chambre*.]**

Motion 4 — M. Murphy, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 13 décembre 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, ayant trait au financement de l'éducation au Nouveau-Brunswick, échangée entre le ministère de l'Éducation, le ministère des Finances et les districts scolaires ou détenue par eux.

Motion 26 — M. R. Boudreau, appuyé par M. V. Boudreau, proposera, le mardi 27 décembre 2005, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, ayant trait à l'existence de plans d'urgence applicables en cas de grève touchant les foyers de soins et le personnel des soins à domicile.

Motion 51 — M. Paulin, appuyé par M. Allaby, proposera, le mardi 11 avril 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre pour la période du 1er juin 2003 au 4 avril 2006, la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, ayant trait à tout plan proposé quant à des modifications de la route 17 ; pour la période du 1er juin 2003 au 4 avril 2006, la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Nouveau-Brunswick relativement à la route 17.

Motion 53 — M. Doucet, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le jeudi 13 avril 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la dénomination sociale des cabinets d'avocats dont les services ont été retenus par la Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick et qui sont associés de quelque manière que ce soit à des consultations juridiques passées, en cours ou futures relativement au protocole d'entente ou à l'entente de fourniture de combustible Orimulsion à Coleson Cove, ainsi que le montant total des honoraires versés depuis le 1er janvier 2002 aux cabinets d'avocats en question par le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou la Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick pour des services relatifs à des instances passées, en cours ou futures liées au dossier de l'Orimulsion.

(Documents demandés déposés le 15 mai 2006)

Motion 56 — M. Armstrong, appuyé par M. Doherty, proposera, le jeudi 20 avril 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, pour la période du 1er juin 2003 au 13 avril 2006, la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, échangée entre, d'une part, la province du Nouveau-Brunswick et, d'autre part, l'association Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick et River Valley Meat Packers Ltd. concernant notamment l'appui à l'égard de l'installation dans la région de l'Atlantique d'un établissement d'abattage et de transformation inspecté par le gouvernement fédéral ainsi que tout plan de conception et d'ingénierie visant un tel établissement agréé par le gouvernement fédéral.

(Documents demandés déposés le 19 mai 2006.)

Motion 57 — M. Jamieson, appuyé par M. V. Boudreau, proposera, le jeudi 20 avril 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le nom, le titre, les responsabilités et la description de tâches détaillée du personnel occasionnel, à temps partiel, à temps plein ou permanent employé à l'heure actuelle ou qui l'a été entre le 1er juin 2003 et le 14 avril 2006, par l'intermédiaire du Cabinet du premier ministre.

Motion 60 — M. Albert, appuyé par M. Landry, proposera, le mardi 2 mai 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le plan d'aménagement du territoire boisé du Village historique acadien et tous les renseignements concernant la coupe de bois sur le territoire du Village historique acadien, y compris les notes de services, les rapports, les finances, les télécopies, les comptes rendus de réunions, le pourquoi de ces coupes, le nombre d'acres bûchées, le nombre de cordes de bois, le coût et les dépenses, les profits, les engagements et le travail effectué en sylviculture, etc., du 1er avril 2004 au 24 avril 2006.

(Documents demandés déposés le 23 mai 2006.)

Motion 63 — M. V. Boudreau, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 2 mai 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et la recherche, relativement à ce qui suit :

- les chiffres annuels du jour du recensement dont a fait mention la sous-ministre de la Santé et du Mieux-être au cours de l'étude des comptes publics le 9 février 2006, qui déterminent le nombre de lits actifs dans chacune des régies régionales de la santé, anciennement les corporations hospitalières régionales, en avril des années 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005.

Motion 64 — M. Arseneault, appuyé par M. Haché, proposera, le mardi 2 mai 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le détail des dépenses liées au poste 4253.160.058, à la page 83 du *Rapport annuel 2004-2005* de la Société de développement régional.

(Documents demandés déposés le 11 mai 2006.)

Motion 67 — M. McGinley, appuyé par M. Doherty, proposera, le jeudi 4 mai 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les recommandations formulées par le Conseil consultatif des aînés du Nouveau-Brunswick, auxquelles la soeur Anne Robichaud, présidente du conseil, a fait allusion pendant l'étude des comptes publics le 23 mars 2006.

(Documents demandés déposés le 12 mai 2006.)

Motion 68 — M. Kennedy, appuyé par M. V. Boudreau, proposera, le jeudi 4 mai 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, qui a trait à la construction de l'hôpital à Waterville et qui a été échangée entre le ministre de la Santé, le ministère de la Santé, le ministre de l'Environnement, le ministère de l'Environnement, le ministre de l'Approvisionnement et des Services, le ministère de l'Approvisionnement et des Services, la Régie Santé de la Vallée, ADI Limited et tous les entrepreneurs et sous-traitants qui participent à la construction depuis le 1er janvier 2003 ;
la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, qui a trait aux résultats des essais de sol, des études de drainage, de l'échantillonnage de l'eau potable ainsi qu'aux plans de construction nouvelle indiquant l'emplacement des réseaux d'égouts et d'approvisionnement en eau liés à la construction du projet d'hôpital à Waterville.

Motion 70 — M. Albert, appuyé par M. V. Boudreau, proposera, le jeudi 11 mai 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le taux d'absentéisme chez le personnel des soins de santé et le personnel administratif de la Régie de la santé 6, incluant les permanents, les temporaires, les partiels et le personnel à contrat de l'année 2002-2003 à l'année 2005-2006.

Motion 71 — M. Doucet, appuyé par M. Allaby, proposera, le mardi 16 mai 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, relativement à l'aéronef du gouvernement du Nouveau-Brunswick, copie du carnet de route et du carnet d'entretien, du 1er février au 30 mars 2004 ; copie du relevé du compteur Hobbs, du début de la journée du 1er février à la fin de la journée du 30 mars 2004 ; les redevances d'atterrissage et les redevances d'aéroport pour les dates susmentionnées.

Motion 72 — M. Albert, appuyé par M. Landry, proposera, le jeudi 18 mai 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les raisons et les critères afin d'obtenir le financement pour l'amélioration de l'équipement pour l'élimination des déchets d'une usine de transformation des produits marins (environmental discharge equipment), le nombre de demandes de financement, le nombre d'usines de transformation qui ont reçu du financement et les montants reçus par usine, du 1er avril 2003 au 12 mai 2006.

(Documents demandés déposés le 1er juin 2006.)

Motion 77 — M. S. Graham, appuyé par M. Murphy, proposera, le jeudi 1er juin 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de la lettre adressée par le premier ministre Stephen Harper aux provinces au cours de la campagne électorale fédérale de l'hiver dernier, qui promet une formule de péréquation fondée sur la moyenne des 10 provinces et excluant les recettes tirées des ressources.

Motion 79 — M. V. Boudreau, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le mardi 7 juin 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, relativement à l'initiative de mesure du rendement du système hospitalier du Nouveau-Brunswick et au rapport sur les résultats de la carte de pointage équilibrée, présenté en octobre 2002 au ministère de la Santé et du Mieux-être par le Comité coordonnateur provincial de la gestion de l'utilisation.

Motion 80 — M. Paulin, appuyé par M. A. LeBlanc, proposera, le mardi 7 juin 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les relevés d'appels téléphoniques, les analyses et les recherches, entre le 1er janvier 2004 et le 1er décembre 2005, ayant trait aux démarches effectuées par Entreprises Nouveau-Brunswick afin de convaincre Research in Motion d'établir une entreprise au Nouveau-Brunswick.

Motion 81 — M. Arseneault, appuyé par M. Lamrock, proposera, le mardi 6 juin 2006, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, y compris les procès-verbaux de réunions, les lettres, les courriels, les notes de service, les notes d'information, les notes manuscrites, les rapports, les analyses et les recherches, depuis le 1er juin 2003, relativement au Aboriginal Heritage Garden de la Première nation d'Eel River Bar, ainsi que les recommandations et échéanciers présentés au ministre responsable de la Société de développement régional pour l'achèvement du Aboriginal Heritage Garden.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

DÉBAT AJOURNÉ

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 46, *Loi concernant l'accès au collège communautaire,* soit maintenant lu une deuxième fois (M. Lamrock).

Débat interrompu faute de temps.

COMITÉ PLÉNIER

2, *Loi sur la responsabilité financière et le budget équilibré.* L'hon. M. Volpé.
4, *Loi sur le remboursement du crédit d'impôt pour les frais de scolarité.* L'hon. M. Volpé.
5, *Loi sur le recouvrement de dommages-intérêts et du coût des soins de santé imputables au tabac.* L'hon. M. Green, c.r.
9, *Loi concernant la protection des occupants à faible revenue*. M. Doherty.
10, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne.* L'hon. M. Ashfield.
11, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne.* L'hon. M. Ashfield.
12, *Loi modifiant la Loi sur les produits forestiers*. L'hon. M. Ashfield.
13, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail.* L'hon. M^{me} Blaney.
15, *Loi modifiant la Loi sur l'assainissement de l'environnement.* L'hon. M. Holder.
16, *Loi modifiant la Loi sur l'assainissement de l'environnement.* L'hon. M. Holder.
17, *Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement foncier.* L'hon. M. Mockler.
18, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.* L'hon. M. Steeves.
19, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.* L'hon. M. Steeves.
20, *Loi modifiant la Loi sur les emprunts de la province.* L'hon. M. Volpé.
21, *Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer de courtes lignes.* L'hon. P. Robichaud.
22, *Loi modifiant la Loi sur la Société de Kings Landing.* L'hon. M^{me} M^{ac}Alpine-Stiles.
24, *Loi modifiant la Loi sur la Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick*. M. Murphy.
25, *Loi modifiant la Loi sur le défenseur des enfants et de la jeunesse.* L'hon. M^{me} M^{ac}Alpine-Stiles.
29, *Loi concernant la protection des résidents des résidences de retraite.* M. Lamrock.
30, *Loi modifiant la Loi sur la gratuité des médicaments sur ordonnance.* M. Allaby.
31, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité.* M. Burke.
32, *Loi sur les frais équitables.* M. Lamrock.
33, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif.* L'hon. M. Lord.
36, *Loi modifiant la Loi sur les jurés.* L'hon. M. Fitch.
38, *Loi concernant les pensions.* L'hon. M. Volpé.
39, *Loi abrogeant la Loi sur les biens de la femme mariée.* L'hon. M. Green, c.r.
40, *Loi modifiant la Loi sur le droit de rétention de l'entreposeur.* L'hon. M. Green, c.r.
41, *Loi modifiant la Loi sur le droit de rétention des bûcherons.* L'hon. M. Green, c.r.
42, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.* L'hon. M. Steeves.

43, *Loi modifiant la Loi sur l'heure réglementaire.* L'hon. M. Lord
44, *Loi sur les étudiants en santé.* M^me^ Robichaud
48, *Loi modifiant la Loi sur les arrangements préalables de services de pompes funèbres.* L'hon. M. Fitch.
49, *Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des enseignants.* L'hon. M. Graham.
50, *Loi sur les recours collectifs.* L'hon. M. Green, c.r.
51, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains.* L'hon. M. Green, c.r.
52, *Loi modifiant la Loi sur les fondations pour les études supérieures.* L'hon. M. Carr.
53, *Loi modifiant la Loi sur le défenseur des enfants et de la jeunesse.* L'hon. M^me^ Dubé.
54, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.* L'hon. M. Steeves.
55, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation.* M. Allaby.
56, *Loi modifiant la Loi sur la taxe de vente harmonisée.* M. Burke.
58, *Loi modifiant la Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences.* M. Targett.
60, *Loi modifiant la Loi sur les coroners.* M. Foran.
61, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail.* M. S. Graham.
63, *Loi modifiant la Loi électorale.* M. Boudreau.
64, *Loi modifiant la Loi sur l'aide à la jeunesse.* M. Lamrock.
65, *Loi sur la transparence fiscale.* M. Murphy.
67, *Loi sur le droit de lire.* M. Lamrock.
70, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail.* M. A. LeBlanc.
71, *Loi sur l'enregistrement des producteurs agricoles et le financement des organismes agricoles.* L'hon. M. Alward.
73, *Loi sur le traitement des poissons et fruits de mer.* L'hon. M. Alward.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ RENVOYÉS D'OFFICE AU COMITÉ PERMANENT DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

66, *Loi concernant l'Association des travailleurs paramédicaux du Nouveau-Brunswick.* M. Stiles.
69, *Loi modifiant la Loi sur l'Université de Moncton.* M. Betts.

COMITÉ DES SUBSIDES

Budget de capital 2006-2007
Budget supplémentaire, Volume III, 2004-2005
Budget supplémentaire, Volume I, 2005-2006
(transmis par message de S.H. le lieutenant-gouverneur Herménégilde Chiasson, le 20 décembre 2005.)
Budget principal 2006-2007
(transmis par message de S.H. le lieutenant-gouverneur Herménégilde Chiasson, le 28 mars 2006.)

PROJETS DE LOI RENVOYÉS D'OFFICE AU COMITÉ PERMANENT DE MODIFICATION DES LOIS

6, *Loi sur les franchises.* L'hon. M. Green, c.r.
45, *Loi modifiant la Loi sur l'éducation.* M^{me} Robichaud.
47, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif.* M. S. Graham.
62, *Loi modifiant la Loi sur les municipalités.* M. Murphy.

AVIS DE MOTION

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

MOTIONS RÉGLÉES

Motion 1 — L'hon. M. Alward. Débat sur la motion le 7 décembre 2005 ; adoption de la motion le 7 décembre 2005.
Motion 19 — L'hon. M. Volpé. Débat sur la motion les 20 et 21 décembre 2005 ; adoption de la motion le 21 décembre 2005.
Motion 28 — L'hon. M. Volpé. Débat sur la motion les 28, 30 et 31 mars, 4, 5 et 6 avril 2006 ; adoption de la motion le 7 avril 2006.
Motion 40 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 23 décembre 2005.
Motion 44 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 23 décembre 2005.
Motion 45 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 23 décembre 2005.
Motion 46 — L'hon. M. Green. Adoption de la motion le 23 décembre 2005.
Motion 76 — L'hon. M. Harrison. Adoption de la motion le 1er juin 2006.
Motion 84 — L'hon. M. Harrison. Adoption de la motion le 1er juin 2006.
Motion 85 — L'hon. M. Harrison. Adoption de la motion le 2 juin 2006.
Motion 86 — L'hon. M. Harrison. Adoption de la motion le 2 juin 2006.
Motion 87 — L'hon. M. Harrison. Adoption de la motion le 2 juin 2006.

MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Motion 83 — M. Huntjens, appuyé par M. C. LeBlanc, proposera, le jeudi 8 juin 2006, la proposition suivante :
attendu qu'une proportion importante de la population du Nouveau-Brunswick reçoit depuis des décennies des services de distribution du courrier dans les régions rurales ;
attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a comme engagement d'appuyer le mode de vie rural qui est une caractéristique fondamentale de notre province ;
attendu qu'il est irréaliste et injuste de s'attendre à ce que les gens des régions rurales du Nouveau-Brunswick parcourent de longues distances pour ramasser leur courrier ;
attendu que Postes Canada n'a mené aucune consultation publique concernant sa décision d'annuler la distribution du courrier dans les régions rurales ;
attendu que Postes Canada continue d'afficher des bénéfices records tout en augmentant les prix et en réduisant les services à sa clientèle ;
qu'il soit résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick demande à Postes Canada de continuer à fournir des services de distribution du courrier dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick.

MOTIONS RÉGLÉES

Motion 2 — M. S. Graham. Débat sur la motion le 13 décembre 2005 ; rejet de la motion le 13 décembre 2005.
Motion 3 — M^me^ Robichaud. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 5 — M. Targett. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 6 — M. Kennedy. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 7 — M. Kennedy. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 8 — M. Paulin. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 9 — M. Paulin. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 10 — M. Burke. Débat sur la motion le 15 décembre 2005 ; adoption de la motion le 15 décembre 2005.
Motion 11 — M. Murphy. Débat sur la motion le 20 décembre 2005 ; adoption de la motion amendée le 20 décembre 2005.
Motion 12 — M. R. Boudreau. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 13 — M. Jamieson. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 14 — M. Albert. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 15 — M. Haché. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 16 — M. Lamrock. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 17 — M. Haché. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 18 — M. S. Graham. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 20 — M. Albert. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 21 — M. Murphy. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 22 — M. Murphy. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 23 — M. V. Boudreau. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 24 — M. Lamrock. Retrait le 29 mars 2006.

Motion 25 — M^me^ Robichaud. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 27 — M. S. Graham. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 29 — M. Lamrock. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 30 — M. Lamrock. Débat sur la motion le 4 avril 2006 ; rejet de la motion le 4 avril 2006.
Motion 31 — M. Foran. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 32 — M. V. Boudreau. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 33 — M. V. Boudreau. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 34 — M. Paulin. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 35 — M. Paulin. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 36 — M. Albert. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 37 — M. Albert. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 38 — M. Arseneault. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 39 — M. Arseneault. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 41 — M. Doherty. Débat sur la motion le 6 avril 2006 ; rejet de la motion le 6 avril 2006.
Motion 42 — M. V. Boudreau. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 43 — M. V. Boudreau. Retrait le 29 mars 2006.
Motion 47 — M. Doucet. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 48 — M. Murphy. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 49 — M. Burke. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 50 — M. Foran. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 52 — M. S. Graham. Débat sur la motion le 27 avril 2006 ; rejet de la motion le 27 avril 2006.
Motion 54 — M. Lamrock. Débat sur la motion le 2 mai 2006 ; rejet de la motion le 2 mai 2006.
Motion 55 — M. Doherty. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 58 — M. Lamrock. Débat sur la motion les 9 et 11 mai ; rejet de la motion le 11 mai 2006.
Motion 59 — M. Stiles. Débat sur la motion le 4 mai 2006 ; adoption de la motion le 4 mai 2006.
Motion 61 — M. Arseneault. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 62 — M. Arseneault. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 65 — M. Arseneault. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 66 — M. Lamrock. Débat sur la motion le 30 mai 2006 ; rejet de la motion le 30 mai 2006.
Motion 69 — M. Arseneault. Retrait le 12 mai 2006.
Motion 73 — M. MacIntyre. Débat sur la motion le 23 mai ; rejet de la motion le 23 mai 2006.
Motion 74 — M. Doherty. Débat sur la motion le 25 mai 2006 ; rejet de la motion le 25 mai 2006.
Motion 75 — M. Jamieson. Débat sur la motion le 1^er^ juin 2006 ; rejet de la motion le 1^er^ juin 2006.

PÉTITIONS

1, M. C. LeBlanc — présentée le 7 décembre 2005.
(réponse déposée le 23 décembre 2005.)
2, M. Landry — présentée le 7 décembre 2005.
(réponse déposée le 21 décembre 2005.)
3, M. Doucet — présentée le 9 décembre 2005.
(réponse déposée le 31 janvier 2006.)
4, M^{me} Robichaud — présentée le 13 décembre 2005.
(réponse déposée le 21 décembre 2005.)
5, M. Kenny — présentée le 14 décembre 2005.
(réponse déposée le 28 avril 2006.)
6, M^{me} Robichaud — présentée le 14 décembre 2005.
(réponse déposée le 19 janvier 2006.)
7, M^{me} Robichaud — présentée le 15 décembre 2005.
(réponse déposée le 19 janvier 2006.)
8, M^{me} Robichaud — présentée le 15 décembre 2005.
(réponse déposée le 30 janvier 2006.)
9, M. Paulin — présentée le 20 décembre 2005.
(réponse déposée le 18 janvier 2006.)
10, M. A. LeBlanc — présentée le 29 mars 2006.
(réponse déposée le 13 avril 2006.)
11, M. Haché — présentée le 29 mars 2006.
(réponse déposée le 13 avril 2006.)
12, M. Paulin — présentée le 29 mars 2006.
(réponse déposée le 25 avril 2006.)
13, M. Paulin — présentée le 29 mars 2006.
(réponse déposée le 25 avril 2006.)
14, M. Arseneault — présentée le 29 mars 2006.
(réponse déposée le 13 avril 2006.)
15, M. S. Graham — présentée le 31 mars 2006.
(réponse déposée le 25 avril 2006.)
16, M. Paulin — présentée le 4 avril 2006.
(réponse déposée le 25 avril 2006.)
17, M. Foran — présentée le 6 avril 2006.
18, M^{me} Robichaud — présentée le 6 avril 2006.
19, M. Brewer — présentée le 6 avril 2006.
20, M. S. Graham — présentée le 11 avril 2006.
(réponse déposée le 17 mai 2006.)
21, M. Doherty — présentée le 2 mai 2006.
(réponse déposée le 17 mai 2006.)
22, M. Landry — présentée le 2 mai 2006.
(réponse déposée le 30 mai 2006.)
23, M. Foran — présentée le 3 mai 2006.
(réponse déposée le 24 mai 2006.)

24, M. Branch — présentée le 23 mai 2006.
25, M. Sherwood — présentée le 26 mai 2006.

RAPPORTS DE COMITÉS

Premier rapport du Comité permanent de modification des lois
(présenté le 22 décembre 2005.)

Premier rapport du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
(présenté le 23 mai 2006.)

Premier rapport du Comité permanent de la procédure
(présenté le 23 décembre 2005.)

Deuxième rapport du Comité permanent de la procédure
(présenté le 11 mai 2006.)

Troisième rapport du Comité permanent de la procédure
(présenté le 31 mai 2006.)

QUESTIONS ÉCRITES (Voir annexe A)

RÉUNION DE COMITÉS

Le Comité permanent des prévisions budgétaires se réunira à la Chambre de l'Assemblée législative aux dates suivantes :

- les mardi 6, mercredi 7 et jeudi 8 juin 2006 de 19 heures à 21 heures chaque jour ;
- le lundi 12 juin 2006 de 13 heures à 18 heures ;
- les mardi 13, mercredi 14 et jeudi 15 juin 2006 de 19 heures à 21 heures chaque jour.

Le Comité d'administration de l'Assemblée législative se réunira le mardi 6 juin 2006, à 12 h 15, dans la salle de conférence du président de l'Édifice de l'Assemblée législative.

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé se réunira le jeudi 8 juin 2006, à 9 h 30, à la Chambre du Conseil législatif.

Loredana Catalli Sonier,
greffière de l'Assemblée législative

ANNEXE A

QUESTIONS ÉCRITES

Question 1 **De : M. Ed Doherty, député**

À : l'hon. Madeleine Dubé,
ministre des Services familiaux et communautaires

1. Le nouveau tarif quotidien maximal pour le gîte et le couvert dans un foyer de soins au Nouveau-Brunswick sera de 79 $ à compter du 1er janvier 2007. Un tarif minimal proportionnel au revenu s'applique-t-il comme dans d'autres provinces?

2. Comment l'avoir sera-t-il évalué pour déterminer la contribution d'une personne âgée aux services en foyer de soins? Le 10 % de l'avoir par année continuera-t-il d'être considéré comme une part du revenu familial pendant cinq années?

3. Le gouvernement a promis que le produit de la vente de la résidence principale ne sera plus considéré comme une part de l'avoir aux fins de l'évaluation. Or, le solde maximal de 500 $ dans un compte d'épargne s'applique-t-il toujours pour les personnes âgées pensionnaires de foyer de soins?

4. Comment une personne âgée peut-elle tenir séparés le produit de la vente de la résidence principale et le reste des économies?

5. Combien de pensionnaires de foyer de soins profiteront des changements qui prendront effet le 1er janvier 2007, à savoir combien de pensionnaires versent à l'heure actuelle plus que leur SV et leur SRG pour leurs services en foyer de soins?

6. Combien d'anciens combattants dans la province sont pleinement défrayés de leurs services en foyer de soins par le ministère des Anciens combattants?

7. Il n'a pas été fait mention, dans le budget, de la répartition 75 %-25 % du produit de la location de la résidence principale d'un ou une pensionnaire de foyer de soins. Cette règle vaut-elle toujours? À l'heure actuelle, il est tenu compte du transfert de la résidence principale dans un délai de deux années avant l'évaluation ; la pratique continuera-t-elle? La section 6.7 de la Directive sur la contribution financière uniformisée des familles ne s'applique-t-elle plus?

8. Le gouvernement a promis que, à compter de janvier 2007, les frais liés aux soins de santé des pensionnaires de foyer de soins seront pris en charge. Quels médicaments sont inclus dans cette prise en charge des soins de santé? Les médicaments en vente libre et les fournitures pour l'incontinence seront-ils gratuits?

Question 2 **De : M. Michael Murphy, député**

À : l'hon. Bruce Fitch,
ministre de la Justice et de la Consommation

Le 25 avril 2006, l'hon. M. Fitch, ministre de la Justice, dans une déclaration de ministre, a annoncé qu'une somme additionnelle de 3 millions de dollars serait investie dans le nouveau palais de justice de Moncton. Les fonds additionnels sont destinés à la construction d'un parc de stationnement souterrain, ce qui portera à 31 millions de dollars le coût total du projet.

En 2005, un groupe de cinq promoteurs — la ville de Moncton, la province, Generation Place (Verdiroc), Bernard Cyr et Assomption Vie — a travaillé sur un projet de rechange, qui visait à faire construire le palais de justice de Moncton dans un endroit différent et qui prévoyait la possibilité de construire un centre des congrès, un hôtel, un centre de loisirs, un parc de stationnement et une voie d'accès. La proposition a été présentée, mais, en février 2006, le premier ministre Lord a annoncé que le palais de justice serait construit à l'endroit prévu au départ. Il a été signalé à ce moment-là que le transfert de propriété aux cinq parties prenantes pourrait entraîner des retards et des dépassements de coûts, et que toute augmentation du coût du projet, qui s'élevait à 28 millions de dollars, n'était pas acceptable.

Questions :

1. Pourquoi une somme additionnelle de 3 millions de dollars a-t-elle été consacrée au projet sans que le groupe des cinq parties prenantes ait pu faire une proposition, ce qui aurait permis de déterminer s'il pourrait réaliser le projet à un coût inférieur au coût actuel, qui s'élève à 31 millions de dollars?

2. En raison de l'endroit choisi, il existe un danger quant au niveau de l'eau. Pendant la construction du parc de stationnement souterrain, quelles mesures ont été prises afin d'assurer la sécurité (en ce qui a trait au niveau de l'eau) des utilisateurs éventuels de ce parc de stationnement?

3. Le nouvel ajout au projet du palais de justice entraînera-t-il une contamination de l'eau ou aura-t-il une incidence sur le niveau de l'eau? Dans l'affirmative, comment? Quelles mesures doivent être prises afin de minimiser les dégâts environnementaux éventuels?

4. Quelles études environnementales ont été menées quant à la question du niveau de l'eau, dans les cas de l'édifice du palais de justice et du parc de stationnement souterrain, et quels sont les résultats? Le public pourra-t-il consulter ces études et, si oui, quand?

5. D’autres augmentations budgétaires sont-elles prévues pour l’édifice du palais de justice, en plus de la somme additionnelle de 3 millions de dollars qui a été annoncée le 25 avril 2006? Dans l’affirmative, quelles sont ces augmentations et à quoi sont-elles destinées?